

6 juillet 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation politique en Syrie, à Paris le 6 juillet 2012.

Mesdames, Messieurs les Ministres,  
Messieurs les Secrétaires généraux,  
Mesdames, Messieurs,

C'est une circonstance dramatique qui nous réunit aujourd'hui à Paris, la situation de la Syrie est chaque jour plus éprouvante. Elle appelle donc une mobilisation de la communauté internationale. Elle doit se situer à un niveau exceptionnel.

Je vous suis donc très reconnaissant d'être venus si nombreux, plus de 100 pays sont ici représentés, la moitié de la planète. C'est un encouragement pour la cause que nous portons mais c'est aussi un soutien majeur pour tous ceux qui, en Syrie, aspirent à la liberté. Je veux donc les saluer, ces militants de l'opposition syrienne. Ils sont courageux. Ils sont déterminés. Ils sont fiers. Ils ont pris leur destin en main. Certains arrivent tout juste de Syrie et y retourneront bientôt. Je veux leur exprimer, au nom de la France - et j'en suis convaincu - en votre nom, tout notre soutien. Je vous invite, d'ailleurs, à les rencontrer dans la Maison du peuple syrien que nous avons aménagé pour eux et que je viens de visiter avec Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères.

Le peuple syrien vit une violence d'une ampleur inouïe. Ce n'est pas la première fois dans son histoire mais là, la répression dure depuis 17 mois et elle a causé la mort de plus de 16.000 personnes, pour la plupart des civils, des femmes, des enfants. Des dizaines de milliers ont été blessés. Combien sont emprisonnés, torturés ? Combien ont disparu ? Combien sont déplacés, contraints de vivre dans la précarité, dans leur propre pays, cachés ou dans des pays voisins où déjà de nombreux Syriens ont trouvé refuge. C'est un bilan terrible que je dresse avec vous. Il est insupportable pour la conscience humaine, insupportable aussi pour la sécurité internationale. Car la situation est d'autant plus dangereuse que le régime syrien n'a d'autre stratégie qu'une escalade dans les massacres. Ce régime pense, comme d'autres avant lui, que c'est le froi qui dissuadera le peuple de revendiquer sa liberté alors que c'est la violence qui conduit de nombreux Syriens à rejoindre chaque jour l'opposition. Mais c'est ce déchaînement qui peut conduire à la guerre civile et c'est la raison pour laquelle nous devons arrêter ce processus. C'est une nécessité humaine et politique.

Nous le devons au peuple syrien, nous le devons aussi aux voisins de la Syrie, qui subissent la crise et craignent à juste raison pour leur avenir. Nous le devons aussi pour les principes qui nous guident pour l'avenir de notre planète. La sécurité et la stabilité de la région menacent la paix dans le monde. C'est pourquoi, par la voix de Laurent Fabius, j'ai confirmé la disponibilité de la France pour accueillir cette troisième réunion des Amis du peuple syrien. Après celles de Tunis et d'Istanbul qui ont, à chaque moment, représentées une étape importante de la mobilisation de la communauté internationale. Je saisis l'occasion de notre rassemblement d'aujourd'hui pour réaffirmer l'engagement de la France à soutenir le peuple syrien, à lui permettre d'exercer son droit légitime à la liberté, de choisir son gouvernement et de décider pour lui-même de son avenir. L'engagement de la France rejoint le vôtre et je veux, malgré toutes les difficultés, vous exprimer ma confiance dans le mouvement que nous avons engagé. Déjà, la France a pris, avec ses partenaires européens, des mesures de sanction significatives contre le régime syrien. Aux Nations unies, avec vous, nos efforts communs ont permis l'adoption d'une résolution claire de l'Assemblée générale. Nous avons, en outre, obtenu que soit créé des mécanismes d'enquête qui

sont des outils précieux pour démentir la propagande absurde de Bachar Al-Assad et détablir ainsi la réalité des faits.

Aujourd'hui, notre réunion, ici à Paris, doit se fixer un but : encourager le Conseil de sécurité à prendre le plus vite possible ses responsabilités pour mieux soutenir le plan de sortie de crise présenté par l'envoyé spécial, Kofi Annan. Voilà le but que nous devons rechercher.

Ma conviction est que le plan Annan reste le moyen le plus sûr de faire cesser ces violences et de mettre en œuvre une transition politique maîtrisée. Je veux saluer l'effort exceptionnel des pays qui ont accepté de fournir des personnels à la mission d'observation des Nations unies en Syrie. C'est vrai qu'elle connaît des difficultés mais elle reste indispensable.

Kofi Annan a pris l'initiative d'organiser une réunion importante à Genève le 30 juin dernier. Son résultat n'est pas entièrement satisfaisant mais il constitue un pas dans la bonne direction, ce pas vers un engagement sincère de tous les participants à soutenir le principe d'une transition politique et les moyens d'y parvenir, y compris en prenant des mesures fortes au Conseil de sécurité. Nous n'y sommes pas encore mais nous progressons.

Dans ce contexte, notre Groupe des Amis de la Syrie peut jouer un rôle important. D'abord, manifester notre soutien au peuple syrien mais aussi fournir une solution politique pour sortir de la crise. Notre groupe est ouvert à tous ceux qui partagent cet objectif, quelles que soient leurs différences, quelles que soient leurs sensibilités. Nous sommes prêts à travailler avec quiconque est de bonne volonté. Nous continuerons à nous mobiliser dans toutes les instances possibles et avec tous les partenaires et notamment aux Nations unies.

Je veux adresser à ceux qui ne sont pas là, à ceux qui nous reprochent de nous ingérer dans les affaires intérieures d'un État. Je veux leur dire qu'au moment où nous en sommes de la crise syrienne, il n'est plus contestable que cette crise est devenue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Il faut donc en tirer les conséquences.

Bachar Al-Assad doit partir, un gouvernement de transition doit être constitué, c'est l'intérêt de tous. À ceux qui soutiennent que le régime de Bachar Al-Assad, aussi détestable soit-il, peut permettre d'éviter le chaos, je veux leur dire, qu'ils auront le régime le plus détestable et le chaos. Et ce chaos menacera leur intérêt.

À ceux aussi qui s'inquiètent pour l'équilibre de la région, je peux les comprendre, je peux les entendre. Je dois leur rappeler que nous avons un intérêt commun à travailler ensemble et que notre seul objectif est le retour à la stabilité et, en aucune façon, une stratégie d'influence que nous mettrions en œuvre.

Voilà, Chers Amis de la Syrie, ce que je voulais vous dire ce matin. Avec un appel pour que nous prenions cinq engagements aujourd'hui.

Le premier, c'est le refus de toute impunité pour tous les crimes commis en Syrie. Ils relèveront de la justice internationale.

Second engagement, c'est l'application de sanctions économiques financières à l'égard du régime syrien et une implication réelle et effective.

Troisième engagement, c'est le renforcement de notre soutien à l'opposition démocratique en lui fournissant tous les moyens et notamment ceux de la communication.

Quatrième engagement, c'est l'organisation d'une aide humanitaire efficace pour venir en soutien à la population syrienne. Et le dernier engagement, c'est la promesse que la communauté internationale aidera le peuple syrien à reconstruire ce beau pays, ce grand pays le jour venu.

Je forme donc le vœu que notre réunion de Paris accélère les recherches d'une solution politique à cette transition.

Notre nombre aujourd'hui, notre mobilisation, notre cohésion sont autant de signes encourageants pour le peuple syrien et inquiétants pour le régime. L'enjeu, c'est de hâter le moment de la transition car une chose est certaine, c'est que le régime de Bachar Al-Assad ne tiendra pas. Sa chute est inéluctable et l'avènement de forces démocratiques en Syrie sera ce que nous pourrons en décider ensemble et le plus tôt sera le mieux.

Je vous appelle donc à cette mobilisation, et je vous demande, en ce moment si difficile pour le peuple syrien d'observer une minute de silence à la mémoire de toutes les victimes des violences en Syrie

